

## Valoriser le capital naturel ou dévaluer la nature ?

Rapport pour la Fondation Heinrich Boll

*“To press non-economic values into the framework of the economic Calculus... it is a procedure by which the higher is reduced to the level of the lower and the priceless is given a price. It can therefore never serve to clarify the situation and lead to an enlightened decision. All it can do is lead to self-deception or the deception of others; for to undertake to measure the immeasurable is absurd and constitutes but an elaborate method of moving from preconceived notions to foregone conclusions... The logical absurdity, however, is not the greatest fault of the undertaking: what is worse, and destructive of civilization, is the pretence that everything has a price or, in other words, that money is the highest of all values. (p. 27)”*

*E.F. Schumacher - Small Is Beautiful (1973)*

Le premier **Forum mondial sur le capital naturel** s'est tenu à Édimbourg (Ecosse) les 21 et 22 novembre 2013, organisé par le Scottish Wildlife Trust en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, la coalition pour la capital naturel et le Wildlife Trusts. Il a été promu comme la « première conférence mondiale majeure consacrée au capital naturel ». « Passons aux choses sérieuses » était clairement l'état d'esprit général du Forum, qui a été financé par la Royal Bank of Scotland et parrainé par une dizaine de groupes privés, avec 500 participants de plus de 30 pays. Coca-Cola, Rio Tinto, KPMG étaient présents, parmi d'autres. Le forum a été annoncé comme une occasion visant à « réunir tous les secteurs de la société et les inviter à présenter leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs espoirs autour de la notion de capital naturel », a déclaré la directrice générale de l'UICN Julia Marton-Lefèvre au cours de la séance plénière d'ouverture, ajoutant que ce forum était « une occasion d'avancer [ ... ] vers une économie future durable qui valorise et conserve la nature ».

### De Rio+20 à Edinbourg, promotion de l'approche en termes de « capital naturel »

Le concept de « capital naturel » a été récemment promu par de nombreuses conférences et publications et de nombreux efforts dans les arènes nationales et internationales. Ainsi, la « **déclaration sur le capital naturel** » adoptée par 39 banques, fonds d'investissement et compagnies d'assurance au sommet de Rio+20 en Juin 2012 est « une initiative conduite par le monde de la finance et approuvée par les chefs d'entreprises engageant les institutions financières à intégrer la notion de capital naturel dans les produits et services financiers, la comptabilité, la communication et le reporting du secteur privé ». A Rio, le « capital naturel » a été défini comme « le stock d'écosystèmes qui fournit un flux renouvelable de biens et de services qui sous-tendent l'économie et fournissent des intrants et des avantages directs et indirects aux entreprises et à la société »<sup>1</sup>. Selon l'UICN, le « capital naturel représente les stocks mondiaux d'actifs naturels, y compris la géologie, les sols, l'air, l'eau et les millions d'espèces de plantes et d'animaux. Il nous fournit une large gamme de services, souvent appelés services écosystémiques, qui rendent la vie humaine possible. Il s'agit notamment de la fourniture de nourriture, d'eau potable, de matières végétales que nous utilisons comme combustible, matériaux de construction et médicaments »<sup>2</sup>. Le Forum mondial d'Edimbourg s'inscrit dans la suite de l'événement sur le capital naturel lors de Rio+20.

« Nous épuisons ce capital naturel à un rythme sans précédent et il est urgent d'agir » ont rappelé la totalité des dirigeants économiques, politiques et sociaux qui se sont réunis à Edimbourg, en reconnaissant que « nous dépendons du capital naturel pour fournir des biens et services essentiels à l'activité économique et au bien-être humain ». Selon l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, environ 60 % des écosystèmes de la planète sont

1 <http://www.naturalcapitaldeclaration.org/about-natural-capital-and-the-finance-sector/>

2 [https://www.iucn.org/fr/nouvelles\\_homepage/nouvelles\\_par\\_theme/affaires\\_news/?14056/Calculating-and-valuing-natures-riches](https://www.iucn.org/fr/nouvelles_homepage/nouvelles_par_theme/affaires_news/?14056/Calculating-and-valuing-natures-riches)

déjà dégradés<sup>3</sup>. La convention biodiversité a fixé comme objectif que d'ici 2020 17 % des terres et 10 % des océans devaient être protégés et la valorisation de la biodiversité devait être intégrée dans le système économique et financier. Le Forum avait pour objectif d'aller au-delà de l'analyse et des preuves de l'épuisement du « *capital naturel* », afin de se concentrer sur les « *conséquences pratiques* ». Le concept de « *capital naturel* » est tenu pour acquis, et il n'a pas été examiné en profondeur lors de ce Forum de deux jours. Les messages du Prince Charles ou de David Cameron ont été accueillis par certains comme la preuve que « *tout le monde est en faveur du capital naturel* », comme l'a dit Dieter Helm, le président du Comité britannique sur le capital naturel, qui travaille pour le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA). Mais très peu de scientifiques étaient présents à Edimbourg pour introduire des faits et analyses scientifiques dans les discussions. Et très peu d'intervenants des séances plénières ont fait remarqué que plus d'analyses scientifiques sur le « *capital naturel* » étaient nécessaires. L'objectif du Forum n'était certainement pas de discuter des forces et limites de la notion de « *capital naturel* ».

### **Une « révolution » ?**

Selon [le site Internet du Forum sur le capital naturel](#), les délégués et les intervenants devaient fournir trois types de contributions : 1) « *mettre en évidence les opportunités offertes au business d'apporter une contribution nette positive à notre environnement naturel* » ; 2) « *aider et mettre en œuvre des méthodes fiables sur le capital naturel* » ; 3) « *veiller à ce que les normes les plus élevées possibles soient appliquées aux nouveaux systèmes d'évaluation du capital naturel* ». En séance plénière d'ouverture, Marton-Lefèvre, a rassemblé tous ces objectifs en déclarant : « *Nous devons mettre le capital naturel au cœur de notre société et de l'économie* ». Différents intervenants ont souligné que ce qui est en jeu avec une approche en termes de « *capital naturel* » n'est rien de moins que d'une véritable « *révolution* ». Le « *capital naturel* » pourrait-il être une « *révolution* » ? « *Oui, cela doit l'être* » a été la réponse donnée dans les ateliers portant sur le secteur financier. Ces intervenants ont fait valoir qu'il y a 70 ans, la comptabilité PIB fut un élément clef de la mise en place des économies modernes dans nos pays. Selon cette approche, la « *comptabilité du capital naturel* » est l'un des principaux outils pour mettre en œuvre un nouveau modèle économique du 21<sup>ème</sup> siècle permettant une gestion durable des ressources naturelles.

Si tout le monde parle « *capital naturel* » – *a minima* au Forum d'Edimbourg – « *comment réellement changer les choses* » a demandé Dieter Helm. Selon lui, l'approche consistant à améliorer l'éducation des acteurs économiques et augmenter les exigences envers les entreprises « *a sa place, mais une place limitée* ». Tenir compte du « *capital naturel* » signifie beaucoup plus que cet « *appel gentillet* ». Il suggère de mettre en œuvre des « *comptabilités du capital naturel* » au niveau national et au niveau des entreprises, afin d'intégrer le « *capital naturel* » au cœur « *de l'ensemble de l'économie* ». Mais que signifie la « *comptabilisation du capital naturel* » ? Fondamentalement, cela signifierait que les entreprises et les gouvernements mesureraient leur consommation de – et leur impact sur le – capital naturel, afin d'utiliser cette information pour les aider à mieux gérer leurs impacts environnementaux.

### **Des exemples plutôt qu'une discussion scientifique !**

Mais comment la « *comptabilité du capital naturel* » fonctionne-t-elle vraiment ? Est-il besoin de la réglementer ? Quel genre de réglementation ? Comment aborder la complexité de la « *comptabilité du capital naturel* » au niveau national ou local, ou au niveau de l'entreprise ? Quel type de valeur devrait être donnée à la fois au stock de capital naturel et aux biens et services fournis par celui-ci ? Comment peut-elle être évaluée ? Comment les coûts et les avantages de son utilisation seront évalués ? En fixant des prix ? Par qui ? Comment les effets intergénérationnels peuvent-ils être pris en compte ? Qu'est-ce que cela signifie pour la majorité de la population ? La notion de « *comptabilité du capital naturel* » est-elle comprise par la population ? Très peu de ces questions ont reçu des réponses claires et précises à Edimbourg.

L'objectif du Forum était plutôt de fournir des exemples de bonnes pratiques afin d'apprendre des approches du capital naturel qui sont supposées fonctionner. Julia Marton-Lefèvre a présenté son exemple favori en provenance du Vietnam, où « *la plantation et la protection de près de 12 000 hectares de mangroves coûtent un peu plus de un million de dollars, mais elles ont fait économiser des dépenses annuelles relatives à l'entretien des digues de plus de sept millions de dollars. Et cela ne tient compte que du seul entretien de la côte : les mangroves sont aussi des pépinières pour les poissons, ce qui signifie des moyens de subsistance pour les pêcheurs et une source d'éléments nutritifs...* ». Les mangroves sont également l'exemple mis en évidence par Jonathan Hughes, directeur de la conservation au Scottish Wildlife Trust, pour le cas des Philippines : « *Si elle est vendue pour son bois la mangrove vaut mille livres par hectare. Mais si vous prenez en compte la protection des tempêtes, le fait que les poissons l'utilisent pour s'y reproduire, le carbone qu'elles absorbent – les mangroves atteignent une valeur*

---

3 <http://www.maweb.org/en/About.aspx>

d'environ vingt et un mille livres par hectare pour les communautés locales ». L'approche du [projet Economie des écosystèmes et de la biodiversité \(TEEB\)](#) était également omniprésente dans les discussions, cherchant à calculer le « *capital naturel* » en termes financiers pour chaque type de services écosystémiques que la nature fournit gratuitement : ainsi éviter les émissions de gaz à effet de serre par la conservation des forêts mondiales vaudrait 3700 milliards de dollars, et la pollinisation par les insectes 190 milliards de dollars par an pour la production agricole mondiale.

### **Aucune métrique ne fait consensus**

L'internalisation des externalités du capital naturel dans les chaînes d'approvisionnement a également été abordée au cours des ateliers consacrés à ce sujet. C'est un énorme défi. La coalition pour le capital naturel a publié un rapport en avril 2013, [Le capital naturel en péril : Le Top 100 des externalités du Business](#), soulignant que les coûts « *d'externalité environnementale* » des secteurs de production et de transformation primaire sont à l'échelle de la planète d'environ 7300 milliards de dollars par an. Selon Jochen Zeitz, ancien PDG de Puma, qui a dit que son « *empreinte carbone était énorme* », mais qu'il avait « *l'espoir de quitter la planète avec un impact positif net* », la valorisation du capital naturel dans les affaires nécessite une stratégie très claire comprenant des objectifs, des incitations et de l'innovation tout au long des chaînes d'approvisionnement. Suivant en ce la Dieter Helm, il appelle à de nouvelles métriques pour le « *capital naturel* » pour s'assurer que les entreprises « *l'intègrent dans leurs actions du quotidien* ». Puisqu'aucune métrique communément acceptée n'existe, il fait valoir que l'accès à des données en *open source* serait essentiel pour normaliser les métriques de la « *comptabilité du capital naturel* ».

A Edimbourg, il était en effet évident qu'il y avait autant de façons de valoriser et de calculer le « *capital naturel* » que de nombre de groupes s'intéressant au sujet. Les courts exposés présentés à Edimbourg, dont le but était beaucoup plus de susciter l'enthousiasme que de convaincre avec des faits et des chiffres, ont montré que les entreprises et les promoteurs de « *capital naturel* » ne sont pas prêts de disposer d'une métrique unique pour évaluer le « *capital naturel* ». Dans les ateliers consacrés aux chaînes d'approvisionnement, un atelier était consacré à la présentation de l'initiative de Webcor et à celle de True Price. Cet atelier a montré au public que l'internalisation des externalités n'est pas une question technique et, en tout cas, que c'est une question très difficile. Les résultats dépendent fortement de la façon dont les externalités sont définies, comment elles sont mesurées et où elles apparaissent dans les chaînes d'approvisionnement. En outre, il est très important de déterminer qui est responsable de l'internalisation des externalités, qui est responsable de réglementer et de contrôler ce processus, et, finalement, qui est en charge de déterminer quels sont les objectifs à poursuivre.

### **Internalisation des externalités**

Du côté de Webcor, on trouve l'une des principales entreprises de construction de bâtiments en Californie, classée dans le top 40 des plus grands entreprises spécialisées aux États-Unis. Webcor affirme qu'ils ont fait « *des actifs de capital naturel une partie intégrante de leur modèle économique* ». Webcor utilise le logiciel [Climate Earth](#) qui permet aux entreprises d'évaluer leurs impacts sur le capital naturel à un niveau très granulaire. Climate Earth établit des bases de données en récupérant les données d'achats du fichier client et les livres de compte de l'entreprise. Il s'agit d'un logiciel basé sur l'analyse des données qui permet à une entreprise de cartographier sa structure organisationnelle et ses systèmes comptables, et d'établir une base de données de ses coûts en termes de « *capital naturel* ». Les managers sont supposés voir leur consommation de « *capital naturel* » de la même manière qu'ils voient leur propre budget, montrant la valeur financière de l'épuisement des ressources non renouvelables utilisées par une entreprise, ses émissions dans l'air, l'eau et le sol. Ce logiciel est censé « *être utilisé à chaque phase du projet afin de mieux gérer les résultats du projet et établir des compromis environnementaux / financiers dans les processus de construction* ». Pas facile de dire s'il s'agit d'un vecteur permettant d'introduire des changements profonds dans la consommation des ressources naturelles du secteur de la construction de bâtiments, mais qui est peut-être utile pour avoir une idée plus claire où se trouve la consommation de « *capital naturel* » dans la chaîne d'approvisionnement.

Sur l'autre versant, [True price](#). Adrian Ruiz de Groot, directeur exécutif de True price, a présenté une étude sur les impacts écologiques et sociaux en termes monétaires d'une tasse de café, fabriquée au Brésil. Cette étude est supposée déterminer les coûts des capitaux naturels et sociaux utilisés le long de la chaîne d'approvisionnement du café. La Fondation True Price est « *une organisation à but non lucratif qui aide les entreprises pionnières à découvrir leurs coûts sociaux et écologiques* ». Ils ont lancé le 24 juin 2013, une « *plate-forme multi-parties prenantes pour évaluer le capital social et naturel* ». Avec cette plate-forme, « *les entreprises peuvent utiliser ce protocole afin de monétiser les impacts sociaux et écologiques et calculer leur vrai prix, leurs véritables profits, leurs véritables pertes, et leurs véritables retours sur investissement* ». Il est basé sur le cycle de vie du produit et

tient compte de l'utilisation des ressources (terre, eau, énergie...), de la pollution engendrée (air, sol, eau...), de la situation des travailleurs (droits, etc...) et des éléments sociaux (collectivités locales, droit et taxes, consommateurs...). Pour un montant de 3 euros de café, les coûts écologiques seraient d'environ 0,04 euro et les coûts sociaux autour de 0,03 euros. Cela signifierait que le « véritable prix » d'une telle quantité de café serait 3,07 euros. « *Pas aussi cher que vous ne le pensez !* ». Et la preuve que nous devons prendre en compte le « *capital naturel* », car il ne coûte pas si cher, selon le directeur de True Price. Mais cela change-t-il la donne ? Pas si sûr. Ces sept centimes d'euros vont-ils changer quoi que ce soit dans les choix économiques des entreprises et des individus ? Est-ce suffisant pour valoriser le « *capital naturel* » et le préserver ? Le « *véritable prix* » signifie-t-il que vous serez autorisé à consommer plus ou moins la même quantité de produits avec un coût augmenté d'à peine 2 % ? Quelle sera la réaction du secteur privé si les gouvernements décident d'introduire des taxes et des subventions pour internaliser les coûts de l'utilisation du capital naturel ?

### « *Capital naturel* » et PIB

Le Forum d'Édimbourg fut aussi l'occasion pour le gouvernement écossais de lancer officiellement le Comité écossais de comptabilisation du capital naturel afin de « *protéger et reconstruire le capital naturel de l'Ecosse* ». Le Premier ministre Alex Salmond a apporté son soutien au schéma en disant qu'il était « *heureux d'annoncer ce nouveau Forum écossais sur le capital naturel, qui réunira les secteurs public, privé et bénévole pour aider à protéger et à reconstruire le capital naturel de l'Ecosse* ». Le capital naturel écossais est estimé apporter jusqu'à 23 milliards de livres par an à l'économie écossaise, 10% du PIB annuel écossais. Mais Alex Salmond a précisé qu'il voulait « *une étude beaucoup plus approfondie* » : « *une des premières priorités pour ce Forum écossais sera d'étudier les tourbières, ce qui est particulièrement approprié, car elles constituent une partie importante du paysage écossais et sont largement reconnues comme un facteur clef dans l'atténuation du changement climatique, pour la biodiversité et la qualité de l'eau* ». Il s'est engagé à calculer la valeur monétaire du capital naturel de l'Ecosse, le coût de son épuisement et de communiquer sur son importance au sein du secteur privé et de la société. Mais voici une objection. Il a été dit que la nature est à la base de 100 % de l'activité économique. Si le « *capital naturel* » n'est évalué qu'à 10% du PIB, selon le cas écossais, quelles sont les conséquences concrètes et pratiques concernant la préservation de la nature ?

Sur le versant de l'Union européenne (UE), la Commission européenne souhaite mettre en place un mécanisme de financement du capital naturel (*Natural Capital Finance Facility*) avec la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2014, afin de financer différents projets pilotes ou d'investir dans des fonds d'investissements spécialisés en « *terres, forêts et eau* ». Il semble que la Commission européenne contribuera à la mise en œuvre de ce mécanisme avec le budget LIFE. Janez Potocnik, commissaire européen à l'Environnement, a récemment déclaré que les budgets publics de l'UE et des États membres sont « *essentiels* », mais « *insuffisants* » pour investir dans le « *capital naturel* ». Son idée est de sécuriser ce qui est vu par le secteur privé comme un secteur d'investissement « *à haut risque* », fournissant des « *fonds publics soigneusement ciblés* » qui pourraient réduire le profil de risque de ces types de projets et attirer davantage d'investissements privés. La Commission et la BEI souhaitent donc mettre en œuvre un mécanisme qui utilise des fonds publics pour mobiliser l'investissement privé dans la protection de l'environnement. Et il semble assez clair que la compensation biodiversité ferait partie du programme.

### Le « *capital naturel* », un nouveau secteur dans lequel investir

Plusieurs orateurs ont tenté de désamorcer certaines critiques portant sur la « *comptabilité du capital naturel* » : ils ont fait valoir que la valorisation du « *capital naturel* » ne signifiait pas nécessairement donner un prix au « *capital naturel* », et le transformer en marchandise. Ils ont précisé que « *la nature peut être inestimable* » et que « *la valorisation de la nature en termes économiques* » est juste un outil. Néanmoins, au final, ce que vous êtes censé garder à l'esprit est la valeur-prix du « *capital naturel* ». Pour s'assurer que la valeur de la nature ne restera pas invisible dans la prise de décision économique, les promoteurs de la comptabilité du « *capital naturel* » veulent rassembler l'écologie, ou ce qui est supposée être l'écologie, et l'économie. Jo Confino, du Guardian, a approuvé cette approche en disant que « *ce dont nous avons le plus besoin, c'est un changement de mentalité, c'est-à-dire ne pas faire un choix entre l'économie et l'écologie, mais les voir en tandem* ». Barry Gardiner, ministre de l'environnement et de la pêche du cabinet fantôme du Royaume-Uni, est clairement allé dans le même sens : « *Nous utilisons la nature en raison de sa valeur ; nous abusons de la nature parce qu'elle est gratuite* ». Mettons un prix et payons pour le capital naturel et ... les choses vont changer Pourquoi le business participerait ? Parce que « *bien faire sur le plan financier, c'est faire du bon* » a déclaré David Jones, PDG d'Havas.

Par conséquent, dans cette approche, pourrait-on en conclure que « *la comptabilisation du capital naturel* » signifie donner un prix, afin d'engendrer des coûts et générer des arbitrages économiques qui finiront par préserver

les stocks de capital naturel ? Oui, sans doute, mais ce n'est pas suffisant. En effet, « *la valorisation du capital naturel* » est présentée comme une opportunité économique incroyable. « *Comprendre, valoriser et investir dans le capital naturel crée une toute nouvelle série de possibilités qui attendent d'être explorées. Cela ouvre de nouveaux marchés, en particulier pour les pays riches en biodiversité, et pour des entreprises responsables en termes de biodiversité* » a déclaré Julia Marton-Lefèvre, directrice générale de l'UICN. « *Les ventes mondiales de produits éco-labellisés ont montré l'un des taux de croissance les plus élevés au cours des dernières décennies* », a-t-elle rajouté. « *Et selon une étude récente, un tiers de la richesse totale Botswana vient du capital naturel* ». Dans cette perspective, le « *capital naturel* » n'est pas seulement un stock d'actifs naturels que l'on doit préserver, mais un nouveau secteur dans lequel investir : « *Les pays les plus riches et les entreprises de demain seront ceux qui auront largement investi dans leur capital naturel* » a déclaré Julia Marton-Lefèvre.

### **Le secteur privé fan du « *capital naturel* »**

Il semble que de nombreuses entreprises aient sauté à pieds joints dans la dynamique du « *capital naturel* ». Y compris les entreprises qui ne sont pas connues pour leurs engagements environnementaux. L'un des principaux sponsors de l'événement était la Royal Bank of Scotland, plus connue pour le financement de l'industrie des combustibles fossiles (sables bitumineux en Alberta, pétrole et gaz en mer du Nord, etc ) que pour la protection de la nature. Sir Philip Hampton, président de la Royal Bank of Scotland, a souligné « *la tragédie des biens communs* », ces biens sans prix qui seraient surconsommés, et a déclaré que « *l'industrie bancaire est fondamentale pour changer cela* », « *en recherchant dans une approche très détaillée où nous décidons investir* ». Rio Tinto, une multinationale minière anglo-australienne, a expliqué comment ils agissent pour avoir « *un impact net positif sur le monde* », en restaurant ou préservant certaines zones autour de leurs mines et sites d'extraction. Peter Bakker, président du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, a fortement encouragé les chefs d'entreprise à s'engager sur ce sujet de plus en plus important qu'est le « *capital naturel* » et de prendre des mesures, car « *cela permettra de réduire les coûts d'exploitation, les déchets produits le long des chaînes de production, et de créer de bien meilleures performances, non seulement pour la nature et le capital naturel, mais aussi en termes financiers* », ajoutant que ce sont des « *nouvelles pistes très intéressantes à explorer pour les entreprises* ». Le Forum d'Edimbourg fut également le moment choisi par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable d'endosser officiellement [la Déclaration du capital naturel](#).

L'une des entreprises pionnières de la « *comptabilité du capital naturel* » est la marque de sport Puma, qui a publié un compte de résultat environnemental ([environmental profit and loss account \(EP&L\)](#)) il y a près de deux ans, sensiblement différent d'un traditionnel rapport portant sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE). Plutôt que de ne mesurer que les émissions ou la consommation d'énergie, il s'agissait d'une tentative de mettre une valeur monétaire sur le « *capital naturel* » utilisé dans les chaînes d'approvisionnement de Puma. Les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'eau, l'utilisation des terres, la pollution de l'air et la production de déchets ont été évaluées à 145 millions de livres en 2010, ce qui est une estimation de la dette environnementale de l'entreprise. Plus intéressant est chiffre selon lequel seulement 6 % de cette évaluation est venue des opérations économiques directes de Puma, tels que les bureaux et les entrepôts. Le reste provenait de sa chaîne d'approvisionnement, y compris la production de matières premières (57 % soit environ 152 millions de livres) et les impacts négatifs sur la biodiversité et les écosystèmes causée par les fournisseurs (26 % ou 31 millions de livres). La « *comptabilisation du capital naturel* » est-elle juste un nouveau moyen d'augmenter la pression et les exigences sur les fournisseurs, sans leur donner les capacités de modifier leurs modèles de productions, piégés par les exigences de rentabilité financière, à l'identique du fonctionnement de la RSE ? Nous verrons bien ce qu'il va se passer avec l'engagement de Kering Groupe de mettre en place [un compte de résultat environnemental en 2016](#).

### **La compensation écologique pour ne rien changer ?**

Dans un monde où la raréfaction des ressources devient une question névralgique pour les entreprises, la « *comptabilisation du capital naturel* » est un moyen stratégique pour évaluer leurs risques environnementaux et prédire les impacts qu'ils pourraient engendrer sur leurs activités. La gestion de ce risque, comme n'importe quel autre risque, est de plus en plus critique en termes économiques. On peut se demander si les entreprises vont volontairement donner un prix au « *capital naturel* », et si cela réduira leurs bénéfices. La « *comptabilisation du capital naturel* » sera-t-elle utilisée dans le but de préserver ou d'améliorer le « *capital naturel* », ou bien sera-t-elle utilisée pour donner une étiquette verte au *business as usual* ? Lorsque vous écoutez attentivement Dieter Helm, vous comprenez mieux comment la préservation du capital naturel peut être mis en œuvre d'une manière compatible avec le *business*. Pour lui, il est possible de calculer le stock de capital naturel et mesurer le déficit obtenu en fin de production. Mais « *le déficit n'est pas un chiffre réel* ». On ne peut rien en faire selon Dieter Helm. Comme il est « *impossible de préserver chaque actif naturel tel qu'il est* », il suggère d'introduire le

« *principe de compensation* » pour être sûr de pouvoir compenser les dégradations du « *capital naturel* » liée à la production. Comment ? En préservant ou en améliorant du « *capital naturel* » en dans d'autres lieux de la planète. Pour cela, il faut effectivement fixer un prix aux différents actifs de capital naturel. Pour se prémunir des critiques, il a demandé si les personnes qui disent « *qu'il ne faut pas mettre un prix à la nature [...] veulent continuer comme aujourd'hui* ». Mais la question reste entière : les entreprises vont-elles réduire leurs impacts environnementaux si elles peuvent les compenser et payer pour maintenir leur modèle économique tel qu'il fonctionne actuellement ? Au final, parlons-nous encore de préservation de la nature ?

Le prochain Forum mondial sur le Capital naturel est prévu pour les 26 et 27 novembre 2015, juste avant la conférence climat COP21 à Paris.

*Ce rapport est basé sur les séances plénières et les ateliers du Forum mondial sur le capital naturel auxquelles j'ai pu assister à Edimbourg, en Ecosse (Novembre 21-22), mais aussi sur ce que j'ai lu avant, pendant et après le Forum dans le cadre de mes recherches sur le « capital naturel » et en relation avec les études de cas présentées à Edimbourg. Ce rapport est nécessairement limité et partiel.*

***Ce rapport rapport a été initialement publiés en anglais et dans une version résumée sur le site de la Fondation Heinrich Boll [ici](#).***

10 décembre 2013

Maxime Combes, membre d'[Attac France](#) et de l'[Aitec](#), engagé dans le projet [Echo des Alternatives](#) ([www.alter-echos.org](http://www.alter-echos.org))

@MaximCombes sur Twitter